

NOTE COMPLEMENTAIRE

Précisions sur la procédure de chômage partiel

L'article R.5122-2 du Code du travail, modifié par le décret n°2020-325 en date du 25 mars 2020 énonce que la demande préalable d'indemnisation au titre de l'activité partielle **est accompagnée de l'avis préalablement rendu par le Comité social et économique, si l'entreprise en est dotée.**

Cet article ne vise ainsi pas spécifiquement les entreprises de 50 salariés et plus. Il convient donc de consulter le CSE également dans les entreprises de moins de 50 salariés (recueillir formellement un avis favorable ou défavorable auprès du CSE, étant précisé que l'avis ne s'impose pas à l'employeur).

En outre, aux termes dudit article (dans sa version modifiée par le décret), l'avis peut être recueilli postérieurement à la demande d'indemnité partielle et transmis au Préfet du département (la Direccte par Délégation) dans un délai d'au plus deux mois à compter de cette demande en cas de demande formulée sur le motif « toute autre circonstance de caractère exceptionnel ».

A cet égard, le Ministère du travail a publié le 25 mars un guide ci-joint intitulé « Dispositif exceptionnel d'activité partielle ». Aux termes de ce guide, *« les demandes d'activité partielle sont formulées par les employeurs si la baisse d'activité est occasionnée par l'un des motifs visés à l'article R.5122-1 du Code du travail, parmi lesquels celui des circonstances de caractère exceptionnel, qui trouve à s'appliquer dans la présente crise ».*

Le guide précise également que l'employeur peut solliciter une allocation d'activité partielle pour un ou plusieurs employés dans l'impossibilité de travailler, s'il se trouve dans l'un des cas suivants :

- *« vous êtes concernés par les arrêtés prévoyant une fermeture de votre entreprise;*
- *vous êtes confrontés à une baisse d'activité/des difficultés d'approvisionnement;*
- *il vous est impossible de mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour la protection de la santé des salariés (télétravail, geste barrière, etc.) pour l'ensemble de vos salariés ».*

Aussi, les demandes d'activité partielle formulées par les établissements non visés par les arrêtés de fermeture et motivées par les circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de Coronavirus – Covid 19 **devront impérativement expliciter la baisse d'activité et/ou les difficultés d'approvisionnement**. Les établissements concernés devront au surplus se procurer auprès des clients et fournisseurs les justificatifs de la baisse d'activité (annulation de réservation, résiliation, baisse du volume des commandes, etc.) et les conserver aux fins de production dans l'éventualité d'un contrôle qui serait diligenté par les services de la Direccte a posteriori.

Précisions sur la vie des contrats :

L'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période aborde, en son article 4, un point important.

En effet, elle prévoit que durant la période d'état d'urgence sanitaire, les clauses résolutoires, les clauses pénales et les clauses prévoyant des pénalités de retard dans les conventions sont suspendues.

L'interprétation de cette disposition a deux conséquences importantes qu'il nous paraît important de porter à votre connaissance.

- Dans le cadre de vos contrats de prestation de service, vous pouvez, si vous faites face à des problèmes de trésorerie, de surseoir au paiement d'une facture émise entre le 12 mars et la fin de la période d'état d'urgence sanitaire sans encourir de pénalités de retard ou la résiliation de votre contrat.

Attention il est conseillé au préalable de contacter votre prestataire pour négocier ce report de paiement.

- Un étudiant qui refuserait d'acquitter sa redevance pour la période de confinement ne pourrait voir sa convention d'hébergement rompue au titre de l'inexécution de son obligation de paiement.

Attention, cela ne remet pas en cause le fait que les redevances sont exigibles.

Cela repousse à l'issue de la période d'état d'urgence sanitaire la possibilité de réclamer le paiement des redevances qui n'auraient pas

été payées et d'appliquer les dispositions prévues dans la convention d'hébergement pour la résiliation des contrats.

Dans le mode de fonctionnement de nos maisons, cette disposition n'a que peu d'impact et ne devrait pas être à l'origine de contestation de paiement. Néanmoins, si vous deviez y être confrontés, sachez que vous ne pourrez pas mettre fin à la convention pour le non-paiement de la redevance.

Nous restons à votre disposition pour toute question.